

La soviétisation du « monde libre » est en marche

Article rédigé par *Contrepoints*, le 20 avril 2020

Source [Contrepoints] Les décisions politiques et économiques qui sont prises au niveau national et mondial nous emmènent tout droit vers le collectivisme.

Depuis le début de la crise sanitaire, nous avons eu en France [le contrôle des prix](#), les réquisitions et des [projets de nationalisation](#), c'est-à-dire davantage d'État, avec les effets pervers, bien documentés pourtant, que provoquent de telles interventions et auxquels nous avons bel et bien été confrontés : pénurie de gel hydro-alcoolique, pénurie de masques, suppression du dividende qui rémunère ceux qui risquent leur capital pour contribuer au financement des entreprises sur les marchés.

Quelques mois auparavant, le 28 octobre, nous avons eu droit aux déclarations totalement absurdes de Christine Lagarde disant sa préférence pour la sécurisation de l'emploi plutôt que la protection de l'épargnant, sans lequel l'investissement indispensable à la création d'emplois cesse pourtant.

La promesse de Mme Lagarde, c'est donc la fin et de l'épargne et de l'emploi. Son *en même temps* à elle, pour défendre la politique de taux bas, et même négatifs, de la BCE a de quoi faire rougir de jalousie M. Macron, tout en ressuscitant M. Keynes dont elle ressort l'antienne sur l'euthanasie du rentier.

Le 9 avril dernier, ce fut au tour de [Jérôme Powell](#) de signer le grand retour, *a minima*, du capitalisme de connivence avec une déclaration fracassante qui, en rouvrant la brèche, fatale à terme, de l'aléa moral, est en réalité de nature à mettre carrément fin au capitalisme, à l'économie de marché et donc à nos libertés :
« *Aucune entreprise, aucune municipalité, aucun emprunteur insolvable ne fera faillite.* »

D'une seule phrase qui vient concrétiser les prophéties d'il y a 5 mois de la présidente de la BCE, le président de la Fed tout à la fois évince du système capitaliste la notion cardinale de risque que sanctionnent *normalement* tantôt le profit, tantôt la faillite (qui n'est donc plus une option, même pour [les entreprises dites « zombies »](#) qui payent plus d'intérêt sur leur dette qu'elles ne réalisent de bénéfices), nationalise l'épargne des Occidentaux en la « payant » dans une monnaie de singe qui a « cours forcé » depuis août 1970, et montre en réalité du doigt de bien commodes boucs émissaires qui ont déjà été ceux du communisme au XXe siècle : le riche, le privilégié, le rentier, l'épargnant, le chef d'entreprise qui ose encore croire à la prise de risque.

La soviétisation du « monde libre » est donc bel et bien en marche : l'[helicopter money](#), après avoir survolé les États-Unis, prend à présent le cap de l'Europe : dirigée par des socialistes (PSOE) en coalition avec la gauche radicale (Podemos), l'Espagne entend accélérer la mise en place d'un revenu universel, incitant [Benoît Hamon à revenir à la charge avec cette idée](#) en France ; l'Italie distribue des bons alimentaires aux plus démunis, alors que d'après l'ONU et l'OMC le risque d'une pénurie durable de certains produits alimentaires se précise, du fait même du confinement qui provoque une pénurie de main-d'œuvre et des restrictions à l'exportation ; la France, quant à elle, [fait pleuvoir les primes](#) à destination des soignants, des familles modestes et des fonctionnaires d'État de la « première ligne ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)